

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la lutte contre le sida en France et au niveau international, à Paris le 30 novembre 2004.

Ces éminents responsables ont bien voulu venir évoquer avec moi les problèmes du sida, à la veille de la Journée mondiale du sida.

Vous me permettrez d'avoir une première pensée, naturellement, pour toutes celles et tous ceux qui sont atteints par cette maladie, et dire à quel point nous sommes tous déterminés à agir dans tous les domaines pour apporter notre solidarité à ceux qui sont touchés par ce virus et apporter les moyens nécessaires pour lutter contre cette pandémie.

En France, il n'y a aucun doute, la maladie progresse et la vigilance à l'égard de la maladie régresse. Il y a donc un vrai problème de mobilisation des esprits et des moyens pour lutter contre cette progression.

Il y a aussi un vrai problème qui est celui, hélas, des discriminations dont sont victimes, par manque de tolérance ou par manque de connaissance, les malades atteints du sida.

Je suis tout à fait déterminé à ce que l'on lutte avec efficacité contre toutes les discriminations et ce sera l'un des objectifs de la mise en oeuvre, dans les prochaines semaines, de la Haute autorité contre les discriminations, qu'est en train de voter le Parlement.

Enfin, il y a l'action qui doit être celle de la France dans tous les domaines. Dans le domaine, bien sûr, de la mise en oeuvre des moyens nécessaires pour répondre à la situation sociale, dans notre pays, de celles et de ceux qui sont victimes de ce malheur.

Il y a la nécessité pour nous d'affirmer clairement quelle est notre conception de la prévention contre cette maladie. Une conception qui est d'ailleurs largement partagée par nos amis européens et qui doit être respectueuse des droits et des libertés de chacun, naturellement. Et puis, il y a la lutte sur le plan international, notamment dans les pays pauvres, contre le sida qui manque désespérément de moyens.

Alors, naturellement, nous soutenons l'action du Fonds mondial. La France est d'ailleurs l'un des principaux contributeurs et je rappelle qu'elle a pris des engagements et qu'elle les a tenus intégralement. Elle continuera de le faire.

Mais quelle que soit la volonté de la France, quel que soit l'exemple qu'elle peut donner et l'évolution plutôt positive que l'on peut escompter des moyens du Fonds, ceux-ci ne seront pas suffisants. Ils ne seront pas à la hauteur de la nécessité, notamment pour ce qui concerne la formation des médecins, la formation des infirmières ou des infirmiers, dans les pays en développement en particulier, pour une distribution aussi gratuite que possible des médicaments, pour que les traitements soient à la fois efficaces et reçus normalement.

C'est la raison pour laquelle, je pense, que nous n'éviterons pas d'abonder les moyens du Fonds, qui ne le seront pas suffisamment par les seules ressources budgétaires des États riches, par les taxations internationales que je défends, vous le savez, et dont une fraction devrait être affectée au Fonds mondial contre le sida, si l'on veut véritablement être efficace sur le plan international vis-à-vis d'une pandémie qui, je le répète, progresse et menace tout le monde. Mais, ces Messieurs, ont peut-être des choses plus compétentes à préciser.